

**Procès-Verbal du Comité syndical
intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib'**

Séance du 28 novembre 2023

Le vingt-huit novembre deux mille vingt-trois, à 9 heures 30, le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', dûment convoqué le vingt-deux novembre deux mille vingt-trois, s'est réuni 11 rue Catherine de la Rochefoucauld – 75009 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice :	105
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	58 (dont 26 pouvoirs)
Nombre de personnalités qualifiées extérieures présentes :	2

Étaient présents :

Titulaires (27) :

Hélène Peccolo (Arcueil), Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tudor (Bagneux), Edith Felix (Bagnolet), Stéphanka Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Léopold Michallet (Colombes), Christophe Bernier (Gennevilliers), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Vincent Soulage (Nanterre), Pierrick Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Christophe Piercy (Saint-Denis), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Robin Louvigné (Vincennes), Patricia Vavassori (GPGE), Patrick De La Marque (Grand Paris Seine Ouest), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

Suppléants avec voix délibératives (5) :

Marie-Line Clarin (La Courneuve), Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), Marc Elfassy (Romainville), Eric Dupau (Versailles), Luc Mauvarin (Grand Paris Seine Ouest).

Suppléants sans voix délibérative : Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), Isabelle Massard (Gennevilliers).

Excusés ayant donné pouvoir (26) :

Michèle Vasic (Bezons) à Marie-Line Clarin, Samuel Besnard (Cachan) à Bruno Tudor, Marc Feugere (Châtenay-Malabry) à Jean-Paul Mordefroid, Kristian Bolle (Choisy-le-Roi) à Stéphanka Toussaint, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à C. Nicolas, Sylvie Simon-Deck (Créteil) à P. Amella, Jean-Luc Millard (Drancy) à F. Sitbon, Sophie Merchat (Enghien-les-Bains) à E. Felix, Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) à Marie-Hélène Magne, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Jean-Marie Ballet, Catarina Monteiro (Le Bourget) à Robin Louvigné, Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Christophe Piercy, Christophe Paquis (Les Lilas) à Christophe Bernier, Sophie Deschiens (Levallois-Perret) à Geneviève Gaillabaud, Paul-André Mouly (Montrouge) à Vincent Soulage, Florent Lacaille-Albige (Noisy-le-Sec) à Marc Elfassy, François Vauglin (Paris) à Sylvain Raifaud, Tiffany Culang (Saint-Mandé) à Hélène Peccolo, Nicolas Moreau (Vaucluse) à Capucine du Sartel, Alain Schumacher (Grand Paris Grand Est) à P. Vavassori, Mickaël Rigault (Grand Paris Grand Est) à S. Decanton, Thierry Siouffi (Grand Paris Seine Ouest) à Patrick de la Marque, Pascale Flamant (Grand Paris Seine Ouest) à Bernard Roche, Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest) à Bertrand-Pierre Galey, Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest) à Luc Mauvarin, Christophe Najdovski (Métropole du Grand Paris) à Patrice Pattée.

Personnalités qualifiées (2) :

Christine Lambert, Frédéric Hérán.

Excusés : Michel Budakci (Saint-Maurice), Thierry Duboc (Villejuif), Patrick Ollier (MGP).

Total des voix : 1 441,67 voix

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib' de la séance du 10 octobre 2023

2. Délibérations :

- Avis requis sur l'avenant n°3 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'
- Avis requis sur les montants des contributions 2024 au Syndicat
- Avis requis sur le budget primitif 2024 – Budget annexe de la Régie Velib'

Monsieur Patrice Pattée est désigné, à l'unanimité, secrétaire de séance : Pour 1 441,67 voix.

1. Approbation du procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib' de la séance du 10 octobre 2023

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib' du 10 octobre 2023.

Pour 1 441,67 voix.

Le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib' de la séance du 10 octobre 2023 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations

VM 2023 11 - Avis requis sur l'avenant n°3 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable du service finances, indique que le présent avenant a pour objet :

- De préciser les modalités de la participation financière de la Métropole du Grand Paris au fonctionnement du service public Velib' Métropole en application de la délibération 2023 25 du mois de juin 2023 qui a introduit la notion de participation au prorata pour les stations ouvertes au 2nd semestre : c'est ce prorata qu'il est proposé d'inscrire clairement dans la convention avec la MGP ;
- D'ajouter une subvention exceptionnelle pour financer les stations géantes (dites éphémères ou humanisées) lors des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 déployées en dehors de la capitale ;
- De préciser les modalités d'association de la Métropole aux actions de communication du Syndicat.

Le Président expose les aspects les plus importants de cette délibération, notamment le soutien financier 400 000 € de la MGP en faveur du Syndicat permettant de financer les stations humanisées des Jeux Olympiques et Paralympiques hors Paris et de passer commande dès à présent à Smovengo.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération VM2023 11 au vote.

Avis défavorable : 0 voix
Abstention : 0 voix
Avis favorable : 1 441,67 voix

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', après en avoir délibéré, émet, à l'unanimité,

Article 1 : Un avis favorable sur les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet d'avenant n° 3 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole annexé à la présente délibération :

La participation financière de la Métropole du Grand Paris au syndicat Autolib' Velib' Métropole se décompose comme suit :

- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative du Syndicat, conformément à l'article 14 des statuts, est arrêtée à un montant de 111 520 € par an ;
- La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence « Velib' », conformément à l'article 8-3 des statuts ainsi qu'à la délibération 2023 25 adoptée par le Syndicat le 20 juin 2023, est définie selon les modalités suivantes :
 - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2020 : la participation est de 11 152 € par an par station,
 - Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 589,82 € à compter de 2023 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 6 133,60 € à compter de 2023 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1^{er} janvier 2023, dans la limite de 155 stations :
 - Pour les stations ouvertes au 1^{er} semestre de l'année, la participation est de 11 152 € par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 € l'année d'ouverture des stations,
 - Pour les stations ouvertes au 3^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 55 760 € l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(5\,576\,€ + 11\,152\,€ * N) - 55\,760\,€}{N}$$

Pour les stations ouvertes au 4^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 52 972 € l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(2\,788\,€ + 11\,152\,€ * N) - 52\,972\,€}{N}$$

La contribution exceptionnelle pour la mise en place de stations éphémères durant la période des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 est définie comme suit :

- La Métropole du Grand Paris s'engage à financer l'intégralité des coûts associés à la mise en place des stations géantes hors Paris dans la limite de 400 000 € ;

- Le montant de la subvention de la Métropole sera ajusté en fonction du coût définitif des stations effectivement commandées par le Syndicat ;

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50 % du nombre des stations financées hors stations éphémères.

Article 2: Un avis favorable sur la modification de l'article 7 de la convention comme suit : la Métropole du Grand Paris est informée en amont de toutes les actions de communication ou de promotion du service Velib' Métropole, et associée aux événements relatifs au service Velib' Métropole dès lors qu'ils concernent une ou plusieurs communes de la Métropole.

VM 2023 12 - Avis requis sur les montants des contributions 2024 au Syndicat

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable du service finances, commente les diapositives sur les contributions au Budget Principal.

Il explique que pour couvrir les dépenses récurrentes (charges de fonctionnement du Syndicat), il est proposé une contribution en 2024 de 1 264 € par station pour le fonctionnement, soit 300 € de plus qu'en 2023. Ce montant, dit-il, pourra être diminué en fonction du résultat qui sera constaté au compte administratif 2023.

Concernant la provision pour risques mise en place en 2019 consécutivement à la résiliation de la DSP, il indique que celle-ci est totalement constituée budgétairement à hauteur de 32,5 M €. Il n'y aura donc pas de contribution à ce titre à prévoir en 2024.

Au total, il est proposé d'adopter, pour le budget principal Autolib', une nouvelle contribution 2024 d'un montant total de 1 264 € par station, en diminution de 8 911 € par rapport au montant total de la contribution 2023 qui était de 10 175 €.

Concernant le budget Régie Vélib', il est proposé de maintenir la participation des collectivités à :

- 11 152 € pour les stations ouvertes durant le 1^{er} semestre,
- 5 576 € pour les stations ouvertes au 3^e trimestre,
- 2 788 € pour les stations ouvertes au 4^e trimestre.

En ce qui concerne la Métropole du Grand Paris, il est prévu de maintenir sa participation au même titre que 2023.

S'ajoute enfin, la subvention exceptionnelle de la Métropole du Grand Paris d'un montant de 400 000 €.

Le Président conclut en indiquant qu'il ne devrait pas y avoir de modification de la contribution des communes en 2024 concernant Vélib' Métropole. Il rappelle cependant l'augmentation importante de la valeur des indices qui déterminent du coût du marché Vélib' depuis 2022 et le risque que cette augmentation, se poursuivant, nécessite une revalorisation des contributions en fin d'année. Enfin, il demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération VM2023 12 au vote.

Avis défavorable : 0 voix

Abstention : 0 voix

Avis favorable : 1 441,67 voix

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', après en avoir délibéré, émet, à l'unanimité, un avis favorable sur les montants des contributions 2024 pour l'exercice de la compétence Velib' arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 22 304 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 21 104 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 11 152 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 9 952 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 3^e trimestre de l'année : 5 576,00€ par station soit 600 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 4 976 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 4^e trimestre de l'année : 2 788,00€ par station soit 300 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 2 488 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- La participation financière de la Métropole du Grand Paris au Syndicat Autolib' Velib' Métropole se décompose comme suit :
 - La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative du Syndicat est arrêtée à un montant de 111 520 € par an ;
 - La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence Velib' est définie selon les modalités suivantes :
 - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2020 : la participation est de 11 152 € par an par station,
 - Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 589,82 € à compter de 2023 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 6 133,60 € à compter de 2023 et jusqu'à la fin du marché,
 - Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1^{er} janvier 2023, dans la limite de 155 stations :
 - Pour les stations ouvertes au 1^{er} semestre de l'année, la participation est de 11 152 € par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 € l'année d'ouverture des stations,
 - Pour les stations ouvertes au 3^e trimestre de l'année, la participation est de 55 760 € l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(5\,576\,€ + 11\,152\,€ * N) - 55\,760\,€}{N}$$

- Pour les stations ouvertes au 4^e trimestre de l'année, la participation est de 52 972 € l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(2\,788\,€ + 11\,152\,€ * N) - 52\,972\,€}{N}$$

Soit une subvention totale estimée à 6 845 000 €, financement des stations éphémères hors Paris compris.

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50 % du nombre des stations financées, hors stations éphémères.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2024.

Ces montants pourront être ajustés en cours d'exercice en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat, en fonction du coefficient de révision de prix définitif à appliquer au marché Velib'.

Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

VM 2023 13 - Avis requis sur le budget primitif 2024 – Budget annexe de la Régie Velib'

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Responsable du service finances, commente les diapositives diffusées sur écran.

Il explique que le budget 2024 est marqué par l'incertitude, comme les années précédentes, quant au coefficient de révision de prix à appliquer au marché (actuellement, il est de + 22 % par rapport à 2017, soit - 4 points par rapport à 2023, ce qui représente une diminution de 3,17 % par rapport à 2023).

Il précise que le coefficient définitif ne sera connu qu'en mars 2024 et ce seul coefficient constitue une variable très importante dans notre budget. Le coefficient qui a donc été retenu pour l'élaboration de ce budget est de + 22 %.

De même, les montants de l'intéressement du prestataire aux recettes et de la compensation de surutilisation des vélos à budgéter en 2024 pourront varier sensiblement car ils sont liés à l'évolution des usages en 2023, non connue à ce jour.

Par conséquent, dit-il, comme indiqué au moment du Débat d'Orientation Budgétaire, la prévision des crédits pour 2024 est difficile en l'absence d'informations exhaustives.

Les dépenses, dit-il, serviront essentiellement au paiement des prestations du titulaire du marché, dont :

- Le paiement annuel des stations au forfait : 38,89 M€
- Le paiement annuel des stations au BPU : 9,14 M€
- L'intéressement du titulaire du marché aux recettes usagers (avec les données actuelles) : 4,69 M€
- La compensation de surutilisation des vélos : 3,15 M€
- Exploitations des VAE supplémentaires : 1,13 M€
- Prestations complémentaires dont nouvelles stations : 2,46 M€
- L'indemnité pour vol et vandalisme : 1,59

S'ajoutent enfin les dépenses de fonctionnement de la Régie que constituent le personnel, les charges mutualisées, les honoraires qui s'élèvent à 2,42 M€ ainsi que des dépenses d'ordre pour 2 052 €.

En ce qui concerne les recettes, elles seront issues :

- Des recettes des usagers estimées à 28,88 M€
- De la subvention de la Métropole du Grand Paris : 6,85 M€
- Des contributions obligatoires des collectivités : 27,96 M€
- Du remboursement des frais de dépose/repose et neutralisation des stations : 0,38 M€
- De la participation de l'employeur aux tickets restaurant : 0,01 M€
- Des Recettes d'ordre pour 2 052 €

Section de fonctionnement

Sédik Chekir commente les diapositives relatives à la comparaison entre le budget primitif 2023 et 2024 de la section de fonctionnement.

Section d'investissement

Sur cette section, il indique que peu de dépenses sont prévues : les principales sont les dépôts et cautionnements perçus et remboursés ainsi que des immobilisations corporelles (bureaux, ordinateurs). Une comparaison est également diffusée et commentée.

Le Président donne ensuite la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général, souligne la difficulté à construire ce budget primitif avant le début de l'année 2024, sans avoir les résultats complets de 2023. Beaucoup de nos dépenses et de nos recettes dépendent des résultats de l'année 2023. Il donne pour exemple les hypothèses de recettes, qui ont été faites à partir des recettes encaissées en 2023 alors que nous ne sommes qu'en novembre et que donc nous ne disposons pas de l'ensemble des recettes et des dépenses. Il précise que nous avons besoin des recettes 2023 pour calculer l'intéressement de Smovengo sur les recettes usagers et nous n'en disposons pas.

Nous avons donc fait des hypothèses et c'est sur ces hypothèses que nous avons élaboré ce projet de budget. Sur l'exercice précédent, le budget avait été établi lorsque l'exercice 2022 était clos. C'est donc un exercice plus compliqué qui se présente pour le budget primitif 2024 qui sera certainement suivi d'une décision modificative ou d'un budget supplémentaire au cours du 1^{er} semestre 2024. Il termine en précisant que la nécessité de voter le budget avant la fin de l'exercice résulte de la mise en place de la nouvelle nomenclature M57 qui requiert une adoption avant le 31 décembre.

Le Président donne ensuite la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) déclare qu'il va voter ce budget en tenant compte de l'exposé qui a été présenté. Il souligne toutefois un déséquilibre assez sensible entre ce qui est payé par le contribuable et par l'utilisateur. Il semble, dit-il, que l'une des raisons de cette situation est la mise à disposition de vélos électriques qui coûtent plus cher tant à l'achat que pour la maintenance que les vélos mécaniques. Il estime qu'il y a une vraie question de principe sur cette mise à disposition de vélos électriques surtout en matière de tarifs qui sont hors de proportion avec ceux pratiqués par les opérateurs privés. Même s'ils ont été augmentés récemment, il estime que nous sommes dans une situation où l'on casse un peu le marché. On doit, dit-il, avoir une vraie réflexion, à savoir si nous devons continuer à casser le marché du vélo électrique y compris en mettant en place une offre qui pourrait dissuader des privés de s'engager. Il aimerait aussi que les services du Syndicat étudient l'hypothèse de combien il faudrait augmenter le tarif des vélos électriques pour que les usagers rattrapent les contribuables.

Le Président répond que nous avons un service de transports publics financé à peu près pour moitié entre l'utilisateur et le contribuable. Il souligne que pour les services de transport en train, la subvention publique représente 75 ou 80 % et que les recettes tarifaires sont de l'ordre de 20 % seulement. Il rappelle que la hausse des indices a contraint à trouver des recettes supplémentaires, ce qui a permis d'équilibrer le budget entre les contributions des communes, de la MGP et des usagers. L'augmentation tarifaire a été du même ordre de grandeur que la revalorisation des contributions des adhérents.

Il indique également qu'une présentation détaillée sur la question de la qualité du service va être faite dans les points divers.

La priorité depuis plusieurs mois, dit-il, est la régulation et les moyens que Smovengo met en place pour assurer le niveau de qualité de service. Les discussions sont en cours actuellement avec l'entreprise. Une fois ce travail accompli, une révision structurelle de la grille tarifaire après les J.O.P. pourra être envisagée, ce qui permettra d'intégrer les recettes suffisantes pour faire fonctionner le service avec des nouveaux moyens et notamment une augmentation des moyens accordée à la régulation.

Le Président donne ensuite la parole à Geneviève Gaillabaud.

Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) indique qu'il y a un gros différentiel par rapport au train puisque le Velib' est à titre individuel alors que le train est collectif. C'est donc, dit-elle, deux modes de transports très différents.

Sabrina Decanton (Saint-Ouen) remercie pour ces échanges qui, dit-elle, sont toujours très importants. Elle rappelle qu'elle avait déjà souligné en Bureau syndical que le budget et le financement étaient des discussions politiques et pas seulement techniques. La question, dit-elle, est de savoir où placer le curseur entre la participation du public et celle de l'utilisateur pour trouver un équilibre qui soit acceptable pour les collectivités en termes de participation. Les finances publiques ne sont pas extensibles et un financement que l'on met quelque part, dit-elle, on ne le met par ailleurs. Elle rejoint le Président concernant le caractère de service public de ce service de location de vélos. Pour faire en sorte que ce soit un service public, il faut qu'il soit accessible à tous et c'est le sens même du service Velib'.

Elle indique que la question de la participation est de déterminer jusqu'à combien l'ensemble de la population (étudiants, personnes en situation précaire, etc.) est en mesure de payer pour pouvoir utiliser ce service. Comment fait-on, interroge-t-elle, pour assurer un service accessible à tous les usagers et à toute la population de nos villes ? Elle estime que l'équilibre entre la contribution de la Métropole du Grand Paris, qui offre un soutien de taille, la contribution des communes et l'augmentation des tarifs pratiqués auprès des usagers est intéressant. Enfin, dit-elle, il est fort probable que cette discussion ait lieu chaque année et qu'il faille réajuster au fur et à mesure les dépenses dans le cadre notamment de la maintenance des vélos à assistance électrique. Elle termine en invitant chacun à se poser la question de savoir combien l'utilisateur est en mesure de payer.

Le Président rappelle que la discussion porte sur le budget 2024. Une nouvelle discussion sur les tarifs aura lieu au cours de l'année.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), s'il ne souhaite pas ouvrir le débat sur la notion de service public, néanmoins, rappelle que le service Velib' a été créé initialement pour mettre à disposition de tous des vélos mécaniques. Il s'interroge donc sur la mise à disposition de vélos à assistance électrique. Contrairement aux transports publics ferroviaires évoqués précédemment dans la discussion, il n'y a pas de monopole de Velib'. Il est vrai, dit-il, qu'à l'heure actuelle les services privés sont plutôt chers. Il estime qu'il faudrait faire une étude marketing poussée pour savoir s'ils ne seraient pas moins chers s'il n'y avait pas Velib' qui offre beaucoup de vélos et donc limite la possibilité des entreprises privées de multiplier leurs offres et de définir leurs tarifs d'une manière un peu différente. Toutefois, dit-il, on est dans un champ concurrentiel dans lequel la notion de subsidiarité devrait s'appliquer pleinement.

La question est de savoir si on doit mettre des vélos à assistance électrique à disposition. Il s'interroge sur le fait que cela n'ait jamais fait l'objet d'un vote en tant que tel. Il estime que nous avons un service qui est structurellement déséquilibré et qu'il faudra trouver un jour un autre prestataire.

Il y a un caractère social dans ce service mais ce qu'on met dans ce service n'est pas mis ailleurs. Tous les services que nous offrons sont des services tarifés suivant les revenus des personnes qu'on ne peut pas faire avec Velib' même si des tarifs spécifiques sont proposés pour certaines catégories de personnes.

Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine) indique qu'il est très étonné qu'on remette en question les vélos à assistance électrique puisque ce sont justement ces vélos qui ont permis d'ouvrir le service Velib' aux villes de la petite couronne. Sans vélos à assistance électrique, dit-il, on ne prend pas de Velib' en périphérie. Il demande par ailleurs si on a un retour sur le service Velib' Pro et si on arrive réellement à vendre ce forfait aux entreprises.

Yannick Cabaret, Directeur général, rappelle que Velib' Pro est une offre qui a été mise en place à partir de l'été. Il indique qu'une centaine d'abonnements ont été vendus mais que cela reste très modeste. Il explique que la principale difficulté, pour les entreprises, réside dans le fait qu'elles souhaitent avoir la garantie d'avoir des vélos pour leurs employés au moment où ils en auront besoin. Or, dit-il, ce n'est pas du tout l'esprit de Velib' puisque nous sommes dans un système de vélos partagés et pas sur une flotte d'entreprise. De ce fait, on ne peut pas garantir l'existence de vélos sur les stations à proximité des sites visés par ces entreprises ou ces établissements publics ni au bénéfice strict de ces entreprises.

A Paris, dit-il, ces abonnements fonctionnent assez bien. Il indique que plusieurs ministères ont adhéré à l'offre Velib' Pro avec de nombreux abonnements. Il précise que cela résulte notamment de la densité des stations dans cette zone. Il ajoute que dès qu'on sort de la zone dense, la densité des stations diminue, et par conséquent, l'intérêt de cette offre diminue également.

Aujourd'hui, cette offre semble plafonner et on ne voit pas vraiment de solution, même si les équipes du Syndicat y travaillent. On constate que l'attente des prospects est différente de ce que l'on peut leur offrir et de l'esprit du service. On va essayer d'avancer malgré tout et poursuivre le développement de cette offre.

Patrice Pattée (Sceaux) indique que la MGP a sauvé le Vélib', que sans elle, le Velib' ne se serait pas déployé dans les banlieues. Il rappelle que c'est au moment où elle a proposé de contribuer au côté des communes de banlieue à la charge de fonctionnement de Velib' que les collègues ont décidé de rejoindre ce projet parisien. Ce service est métropolitain, il est sociétal et il est maintenant déployé sur un périmètre de 6 millions d'habitants. C'est cela, dit-il, l'intérêt et le bienfait de ce service. Il rappelle que les offres des entreprises privées (Lime, Dott...) sont moins économiquement attractives que Vélib' et qu'elles ne vont pas à Romainville.

En ce qui concerne la dimension du service public, il indique qu'il y a eu un report depuis le métro sur le vélo et qu'il serait tenté de dire que les « Vélibeurs » ont indirectement contribué à l'amélioration du confort des personnes qui se déplacent en métro en aidant à dédensifier les rames. Le métro n'a pas retrouvé la fréquentation qu'il avait avant le Covid.

Le Président suggère de recentrer les prises de parole sur la délibération concernant le budget primitif 2024.

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) indique qu'il a vu que la construction du budget était difficile et quelque peu aléatoire. Cependant, il voudrait revenir sur la construction des recettes 2024 qui sont en retrait par rapport à 2023.

Yannick Cabaret, Directeur général, répond qu'effectivement on a une diminution de près de 3 M€ entre les deux années. Sur ce montant, 2 M€ sont liés à la reprise en 2023 du résultat de 2022. Cela explique donc les 2/3 de la différence. L'autre partie est liée à une diminution anticipée des recettes usagers par rapport aux prévisions pour 2023. On avait prévu 30,25 M€ au moment du budget 2023, prenant en compte l'ensemble des effets de la révision tarifaire de mars. Or, cette révision tarifaire s'est produite auprès des usagers qu'à partir du 14 mai et elle concernera progressivement tous les usagers dont l'abonnement arrive à échéance. De ce fait, on aura à peu près la moitié des abonnés voire un peu plus qui seront concernés sur l'année 2023 par cette évolution tarifaire et le reste en 2024. Par conséquent, en 2023 on a un montant de recettes qui va atteindre plutôt les 28 M€, soit 2 M€ en dessous de ce que l'on avait anticipé.

En se basant sur l'hypothèse d'évolution des recettes raisonnables pour 2024, nous avons estimé que nous atteindrons les 28 M€ à la fin de l'année et on appliquera à ce montant une hausse de 3%, ce qui nous conduirait à 28,8 M€. On ne prévoit pas spécifiquement de recettes supplémentaires liées aux J.O.P car il est difficile de prévoir l'effet de ces événements. On s'attend à ce que les tickets de courte durée se vendent mieux en raison de la présence d'usagers occasionnels. Pendant cette période, il est aussi possible que les Métropolitains et les Parisiens partent, ce qui entraînerait une compensation des deux effets pendant l'évènement. C'est la raison pour laquelle il a été choisi de ne pas tenir compte d'un éventuel effet sur nos recettes. Nous pensons que notre hypothèse de recettes est plutôt cohérente étant donné que nous n'avons pas encore le résultat définitif des recettes de l'année 2023. Il est donc nécessaire d'attendre les chiffres de novembre et décembre afin de pouvoir affiner cette hypothèse.

Le Président demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération VM2023 13 au vote.

Avis défavorable : 0 voix
Abstention : 0 voix
Avis favorable : 1 441,67 voix

Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', après en avoir délibéré, émet, à l'unanimité,

Article 1 : UN AVIS FAVORABLE sur le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2024 arrêté comme suit :

Fonctionnement

Dépenses : 64 068 000,00 €
Recettes : 64 068 000,00 €

Investissement

Dépenses : 62 052,00 €
Recettes : 62 052,00 €

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : UN AVIS FAVORABLE pour autoriser le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 10h35.

Le Secrétaire,

Patrice Pattée

Le Président,

Sylvain Raifaud